

Burundi : le plus important est d'aller aux élections, dit Nduwimana

@rib News, 17/07/2015 – Source Xinhua Au moment où les négociations entre les parties prenantes burundaises se poursuivent vendredi, quatre jours de l'élection présidentielle, le ministre burundais de l'Intérieur Edouard Nduwimana a déclaré que le plus important est d'aller aux élections conformément à la Constitution. "Parce que si on va au-delà du 21 juillet, on risque de tomber dans un vide constitutionnel. C'est pourquoi, le dialogue politique en cours doit être conforme au prescrit de la Constitution républicaine et se poursuivre après les élections de 2015", a souligné M. Nduwimana lors d'un point de presse.

Le ministre a par ailleurs déclaré que les parties sont "convenues sur un point sensible, à savoir la formation d'un gouvernement d'unité nationale après les élections", recommandée par le dernier sommet de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) sur le Burundi. M. Nduwimana a aussi souligné que la médiation menée par le président ougandais Yoweri Kaguta Museveni a clairement recommandé aux parties prenantes burundaises d'"éviter de reproduire les questions ayant été obtenues des réponses" lors des sommets de l'EAC sur le Burundi. Pour le gouvernement, a-t-il ajouté, les sommets de l'EAC et de l'Union Africaine se sont déjà prononcés sur la question du nouveau mandat du chef d'Etat burundais Pierre Nkurunziza pour la prochaine élection présidentielle, en proclamant qu'elle est complètement vidée sur le plan juridique à la suite de l'arrêt de la Cour constitutionnelle burundaise du 5 mai dernier portant validation de sa candidature. Le Burundi a été plongé dans une grave crise par l'annonce de la démission du président Nkurunziza de briguer un troisième mandat lors de la prochaine élection présidentielle. Vendredi, trois personnalités burundaises ont critiqué au président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Pierre-Claver Ndayicariye, estimant que "l'environnement politique et sécuritaire dans lequel les élections sont organisées, n'en garantit pas le caractère pluraliste, inclusif, libre, transparent, juste, équitable et démocratique". "Ces élections ne sont pas en conséquence garanties de crédibilité", ont indiqué dans un communiqué les sénateurs Sylvestre Ntibantunganya et Domitien Ndayizeye, tous deux anciens chefs d'Etat, et le président du Front pour la démocratie au Burundi-Nyakuri (Frodebu-Nyakuri, opposition), Jean Minani. Les trois hommes ont demandé que l'élection présidentielle soit organisée après les négociations "afin d'en garantir la sérénité, l'apaisement et, en voie de conséquence, la crédibilité". Quatre candidats de la mouvance politique présidentielle restent en lice pour le scrutin présidentiel du 21 juillet. Il s'agit de Pierre Nkurunziza pour le CNDD-FDD (1er parti au pouvoir), Gérard Nduwayo de l'Union pour le progrès national (Uprona, 2^e parti au pouvoir), Jacques Bigirimana des Forces nationales de libération (FNL) et Jean de Dieu Mutabazi de la Coalition des partis politiques pour une opposition participative (COPA).